FE.-REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET Nº 98-503 DU 26 OCTOBRE 1998

portant rectification de l'article 1er du décret n° 97-29 du 29 janvier 1997 portant promotion de magistrats uniquement en ce qui concerne Jean-Baptiste Félix Codjo MONSI, Marcelline Claire GBEHA, épouse AFOUDA, Louis René KEKE, Jérôme Olaïtan ASSOGBA, Emile TAKIN.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin;
- Vu la loi n° 83-005 du 17 mai 1983 portant statut de la Magistrature béninoise;
- Vu la loi n° 97-043 du 06 janvier 1998 portant statut général des agents permanents de l'Etat ;
- Vu la proclamation le 1er avril 1996 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996;
- Vu le décret n° 98-280 du 12 juillet 1998 portant composition du gouvernement;
- **Vu** le décret n°97-30 du 29 janvier 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du ministère de la Justice, de la législation et des droits de l'homme ;
- Vu le décret n° 59 -222 du 15 décembre 1959 portant règlement sur la rémunération, les indemnités et avantages matériels divers alloués aux fonctionnaires des administrations et établissements publics de l'Etat et les actes qui l'ont modifié;

.../...

NOMS & PRENOMS	GRADE			DATE + AC	INDICE
	Catégorie	Echelle	Echelon		
	POUR LE GI EXCEPTION CATEGORII ECHELON 1 (A 1- 11)	NEL DE LA E A ECHELI			
MONSI Jean-Baptiste Félix Codjo	Au titre de l'	'année 1994 1	11	P/C du 03/08/94 AC épuisée	1 250
	Au titre de l	'année 1995			
GBEHA Marcelline Claire épouse AFOUDA	A	1	11	PC du 15/11/95 AC épuisée	1 250
KEKE Louis René	A	1	11	P/c du 15/11/95 AC épuisée	1 250
ASSOGBA Olaïtan	A	1	11	P/C du 15/11/95	1 250
JODAN Emmanuel	A	1	11	P/C du 14/01/95 AC épuisée	1 250
TAKIN Emile	A	1	11	P/C du 03/ 12/95 AC épuisée	1 250 x 1,3 = 1375

LIRE

<u>Article 1er</u>.- Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n° 83-005 du 17 mai 1983, portant statut de la magistrature béninoise, les magistrats dont les noms suivent, inscrits à titre régulier, sont promus aux grades indiqués selon le tableau ci-après :

Le garde des sceaux, ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme,

Joseph H. GNONLONFOUN.-

Le ministre des Finances

Abdoulage BIO-TCHANE

AMPLIATIONS: PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MJLDH 4 MF 4 AUTRES MINISTERES 16 SGG 4 DGBM-DCF-DGTCP-DGDDI-DGID 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA 3 UNB-ENA-ASJEP 3 INTERESSE 5 JO 1

Vu le décret n° 85-388 du 11 septembre 1985 portant échelonnement indiciaire des corps des personnels des administrations publiques des entreprises publiques et semi-publiques;

Vu le décret n° 94-265 du 11 août 1994 portant rectification des articles 1, 2 et 3 du décret n° 83-62 du 23 février 1983 portant intégration dans le corps de la magistrature béninoise des camarades Louis René KEKE, Gilbert Comlan AHOUANDJINOU, Jérôme Olaïtan ASSOGBA, Marcelline Assiba GBEHA et Jeanne Agnès AYADOKOUN, uniquement ce qui concerne Monsieur René Louis KEKE;

Vu l'arrêté 1987 n°192/MJIEPSP/DGM/DAFA/CRM -2 du 30 juin 1987 ;

Sur rapport du garde des sceaux, ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme, après avis de la commission d'avancement des magistrat en ses séances du 5 septembre, 15 octobre, 5 novembre 15 et 23 décembre 1997 et celui du conseil supérieur de la magistrature en sa séance du 12 janvier 1997 ;

Le conseil des ministres entendu en sa séance du 16 septembre 1998;

DECRETE:

<u>Article 1er</u>.- L'article 1er du décret n° 97-29 du 29 janvier 1997 portant promotion de magistrat est modifié comme suit uniquement en ce qui concerne Jean-Baptiste Félix Codjo MONSI, Marcelline Claire GBEHA épouse AFOUDA, Louis René KEKE, Jerôme Olaïtan ASSOGBA, Emile TAKIN.

Au lieu de

<u>Article 1er</u>.- Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n° 83-005 du 17 mai 1983 portant statut de la magistrature béninoise les magistrats dont les noms suivent inscrits à titre régulier, sont promus aux grades indiqués selon le tableau ci-après :

NOMS & PRENOMS	GRADE			DATE + AC	INDICE
2.2.2.1.01.2.2	Catégorie	Echelle	Echelon		
	POUR LE GI EXCEPTION (A 1- 11) Au titre de l'				
MONSI Jean-Baptiste Félix Codjo	A	1	11	P/C du 03/08/94 AC épuisée	1 250 x 1,10 = 1 375
	Au titre de l'année 1995				
GBEHA Marcelline Claire épouse AFOUDA	A	1	11	PC du 15/11/95 AC épuisée	$ \begin{array}{c} 1 \ 250 \ x1,10 \\ =1 \ 375 \end{array} $
KEKE Louis René	A	1	11	P/c du 20/02/95 AC épuisée	$\begin{vmatrix} 1 & 250 & x & 1,10 \\ = 1 & 375 \end{vmatrix}$
ASSOGBA Olaïtan	A	1	11	P/C du 15/11/95	1 250 x 1,10 =1 375
TAKIN Emile	A	1	1	P/C du 03/ 12/95 AC épuisée	1 250 x 1,10 =1 375

<u>Article 2</u>.- Le reste des dispositions du décret n° 97-29 du 29 janvier 1997 demeure sans changement.

<u>Article 3</u>.- Le garde des sceaux, ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme et le ministre des Finances sont chargé, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 26 octobre 1998

Par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU

.../...